



Convergences Syndicales

Bulletin du SNASUB-FSU de l'académie d'Amiens - juin 2010

NON à la casse de la retraite à 60 ans et à la baisse des pensions !

GREVES et manifestations des travailleurs des secteurs privé et public à l'appel de l'intersyndicale **CFDT-CGT-FSU-Solidaires-UNSA** **le jeudi 24 juin 2010 !**

Ça y est enfin ! Après des semaines de ballet médiatique savamment orchestré, le gouvernement vient d'annoncer ce mercredi 16 juin à quelle sauce il allait détruire une des dernières conquêtes sociales de notre pays, à savoir la retraite à 60 ans. Et la sauce est piquante :

- Recul de l'âge légal d'ouverture des droits à la retraite de 60 à 62 ans à partir du 1er juillet 2011 à raison d'une augmentation de 4 mois par an jusqu'en 2016. L'âge à partir duquel la décote ne s'applique plus va donc passer progressivement de 65 à 67 ans.
- Allongement de la durée de cotisation de 41 ans en 2012 à 41 ans et trois mois en 2014.
- Augmentation du taux de retenue pour pension civile des salariés du public de 2,7%. Cette mesure est étalée sur dix ans. Sur votre fiche de paye, cherchez la ligne traitement brut. Multipliez la somme qui apparaît par 2,7. Divisez le tout par 100 : vous obtenez la perte de pouvoir d'achat que cette mesure va vous faire subir.
- Fermeture du dispositif de départ anticipé « 15 ans de

service - trois enfants » pour les parents ne remplissant pas ces deux conditions au 01/01/12.

- Durcissement des règles permettant de bénéficier du minimum garanti de pension dans la Fonction publique : il faudra désormais avoir tous ses trimestres ou travailler jusqu'à l'âge d'annulation de la décote pour y prétendre.

Au bout du compte, on obtient la somme suivante :

- Baisse du salaire des fonctionnaires
- + Augmentation de la durée de vie au travail
- + Baisse du montant des pensions
- = **Travailler plus pour gagner moins !**

« On ne prête qu'aux riches » dit-on, et vues nos fiches de paye, il ne fallait vraiment pas s'attendre à autre chose de la part de ce gouvernement au service des rentiers et des banquiers.

C'est pourquoi la riposte doit être à la hauteur du coup porté aux travailleurs de ce pays. Le jeudi 24 juin 2010, tous en grève et dans la rue !

Plusieurs manifestations sont organisées en Picardie :

Dans l'OISE :

- CREIL, 10h, place Carnot
- COMPIEGNE, 10h, cours Guynemer
- BEAUVAIS, 14h30, place du jeu de Paume

Dans la SOMME :

- AMIENS, 14h30 maison de la Culture
- DOULLENS, 11h à la mairie
- FRIVILLE-ESCARBOTIN, 14h30 place Jaurès
- ABBEVILLE, 17h30 place de la mairie

Dans l'AISNE :

- LAON, 15h cité administrative
- SAINT-QUENTIN, 17h place du 8 octobre
- SOISSONS, 17h parc Saint-Pierre
- CHÂTEAU-THIERRY, 17h place Paul Doumer

Le site internet du SNASUB-FSU académique vous informe :
<http://snasub-amiens.bernard-g.com/>

**+de 93.000
visiteurs !**

SNASUB-FSU de l'académie d'Amiens

Syndicat national de l'administration scolaire, universitaire et des bibliothèques - Fédération syndicale unitaire

Siège académique : 9, rue Dupuis 80000 AMIENS

Téléphone-fax : 03-22-72-95-02

Adresse électronique : snasub.amiens@wanadoo.fr

Sites internet nationaux : www.snasub.fsu.fr et www.fsu.fr



Un projet brutal et injuste !

Les annonces gouvernementales sur la réforme des retraites constituent un projet de régressions sans précédent, à la fois brutal et injuste. Le discours officiel qui prétend les justifier par de supposées difficultés démographiques en masque la finalité essentielle : faire payer la crise aux salariés et retraités.

Avec le décalage de deux ans à un rythme rapide de l'ensemble des bornes d'âge (âge d'ouverture des droits et à partir de 2016 âge de départ sans décote), tous les salariés vont devoir travailler plus longtemps pour des retraites plus basses. Les fonctionnaires vont en outre avec l'alignement du taux de cotisation voir leurs salaires nets baisser de façon sensible, de l'ordre d'un jour de salaire par mois à terme.

Aucune mesure n'est de nature à améliorer l'emploi, notamment celui des « seniors », alors que chacun sait qu'il s'agit d'une variable fondamentale pour l'équilibre des régimes de retraite.

Au total ce sont les salariés qui vont subir l'essentiel de l'effort dans des conditions qui vont accroître les inégalités : les femmes et les jeunes vont être particulièrement pénalisés comme tous ceux qui ont connu des périodes de précarité.

L'effort demandé aux hauts revenus et aux entreprises ne couvrira au mieux que 10% des besoins de financement, bien moins que ce qui est exigé des fonctionnaires. Même si devant les mobilisations le gouvernement ne remet pas en cause dans ses actuelles propositions la règle des six derniers mois, les fonctionnaires, outre les mesures d'âge communes à tous les salariés, vont se voir imposer des régressions qui correspondent à terme à 5 milliards d'euros alors que les prélèvements sur le capital et les hauts revenus se monteraient à seulement 4,6 milliards.

En outre seront particulièrement touchées d'une part les plus basses pensions de la Fonction Publique - avec la restriction de l'accès au minimum garanti actuellement versé à des milliers d'agents - et d'autre part les mères de famille, avec la mise en extinction des départs avant 60 ans des parents de trois enfants (16000 départs par an).

Dans le même temps rien n'est envisagé pour améliorer les conditions de travail, et bien loin de prendre en compte la pénibilité dans une dimension collective, ce projet comporte de nouvelles régressions en réduisant à une infime minorité les cas susceptibles d'être pris en compte.

De plus, aucune mesure n'est proposée pour la prise en compte des années d'études.

Derrière ces annonces de nouvelles régressions sont mises en perspective puisqu'elles prévoient des dispositifs visant à ajuster les mesures en cas de déficit accru, par exemple le gel de pensions.



Le gouvernement a fait le choix d'une réforme bien plus brutale que ce qui s'est fait dans la plupart des autres pays et d'une rigueur qui va creuser les inégalités, risque de compromettre la reprise économique et de surcroît ouvre la porte à une spirale de régressions. Seule une mobilisation massive et résolue peut permettre d'obtenir le retrait de ce projet.

La FSU appelle à participer massivement par la grève et les manifestations à la journée unitaire de mobilisation interprofessionnelle du 24 juin et à préparer des suites offensives dès la rentrée.

Communiqué de la FSU du 16 juin 2010

Pour retrouver toutes les analyses de la fondation Copernic et si ce n'est pas encore fait, signer et faire signer à vos proches l'appel unitaire *Faire entendre les exigences citoyennes sur les retraites*, rendez-vous sur le site :

<http://blog.exigences-citoyennes-retraites.net/>

